



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 6 MAI AU 12 MAI 2019**

SOMMAIRE :

<b>AFRIQUE</b> .....	<b>2</b>
<b>AMERIQUE - ETATS-UNIS</b> .....	<b>6</b>
<b>AMERIQUE LATINE</b> .....	<b>16</b>
<b>ASIE – PACIFIQUE</b> .....	<b>19</b>
<b>EUROPE</b> .....	<b>21</b>
<b>PROCHE &amp; MOYEN ORIENT</b> .....	<b>24</b>
<b>RUSSIE</b> .....	<b>29</b>



# AFRIQUE

## SAHEL : LIBERATION D'OTAGES FRANÇAIS, DEUX COMMANDOS MARINE TUES

Deux officiers mariniers sont morts la nuit dernière au Burkina Faso dans une opération de libération d'otages conduite par la France. Il s'agit du maître Cédric de Pierrepont et du maître Alain Bertoncello, opérateurs du Commando Hubert au sein du Commandement des opérations spéciales (COS).

Quatre otages retenus par un groupe terroriste ont pu être sauvés dans le cadre de cette opération spéciale, dont deux ressortissants français portés disparus dans le nord du Bénin depuis le 1<sup>er</sup> mai. Une citoyenne américaine ainsi qu'une citoyenne sud-coréenne ont également été libérées par l'armée française. Quatre combattants djihadistes ont été abattus au cours de l'assaut.

Le maître Cédric de Pierrepont, pacsé, âgé de 33 ans et originaire du Morbihan, cumulait 15 ans de services au sein de la Marine nationale et avait gravité tous les échelons. Engagé à 18 ans comme matelot au sein des équipages de la flotte, il intègre en 2005 la spécialité fusilier marin et se distingue en terminant premier de son cours de brevet élémentaire. Rapidement, il réussit le stage commando et est affecté au commando de Penfentenyo où il est promu au grade de second-maître et obtient son brevet d'aptitude technique fusilier marin-commando. En août 2012, il réussit le cours de nageur de combat puis rallie le commando Hubert. Il y occupait les fonctions de chef de groupe commando depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018. Il était titulaire de quatre citations (à l'ordre du régiment, de la brigade et de la division) avec attribution de la Croix de la Valeur Militaire et d'une citation à l'ordre de la Brigade avec attribution de la Médaille d'or de la Défense nationale. Il était en outre décoré entre autres de la Médaille d'or de la défense nationale « Nageur de combat – Missions d'opérations extérieures » et de la médaille d'Outre-mer avec agrafes Sahel et Liban.

Le maître Alain Bertoncello, pacsé, âgé de 28 ans et originaire de Haute-Savoie, cumulait 7 ans de services. Entré dans la Marine nationale comme officier marinier en rejoignant l'école de maistrance en 2011, il choisit ensuite la spécialité fusilier marin et réussit le stage commando dans la foulée. Il intègre commando Jaubert, puis obtient en 2017 le brevet de nageur de combat afin de rejoindre le commando Hubert. Il était titulaire d'une citation à l'ordre du régiment avec attribution de la Médaille d'or de la Défense nationale et était décoré de la Médaille d'Outre-mer agrafe Moyen-Orient ainsi que de la Médaille d'argent de la Défense nationale.



Unité la plus complète des forces spéciales françaises et commando marine le plus prestigieux, le Commando Hubert regroupe des spécialistes des trois milieux (terre, air et mer), tous nageurs de combat et parachutistes chuteurs opérationnels. Il est spécialisé dans l'action sous-marine et dans les actions de contre-terrorisme et libération d'otages (CTLO), que ce soit en milieu maritime ou terrestre.

*Les membres de Nemrod font part de leur immense admiration pour leur courage, et s'associent à la peine de leurs camarades commandos marine, frères d'armes de la Marine nationale, du Commandement des opérations spéciales et de la communauté militaire tout entière. Ils adressent également leurs sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches.*

## SAHEL : LA KATIBA MACINA, ENNEMI NUMERO 1 DE LA FRANCE

En amont de l'opération commando dans la nuit du 9 au 10 mai au Burkina Faso qui a permis la libération de 4 otages et a conduit à la mort de deux militaires français, une opération de renseignement a été menée le 7 mai par des éléments des forces spéciales françaises. Cela a permis d'établir une traque très précise des ravisseurs djihadistes et de leurs otages à distance, notamment au moyen de drones. Les otages passent d'un groupe à l'autre. Le renseignement est établi qu'un groupe djihadiste burkinabè a récupéré les otages au nord du Burkina Faso, à la frontière avec le Mali.

Le risque est probable que les otages soient transférés du Burkina Faso vers le Mali. Probablement entre les mains d'un groupe terroriste beaucoup plus dur, plus structuré, la Katiba Macina. Il fallait donc absolument profiter d'une opportunité, une halte, permettant d'envisager une action de libération. Selon les informations du Monde, ce seraient d'ailleurs des djihadistes burkinabés de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) qui auraient tenté de remettre les otages à la Katiba Macina (proche, elle, du rival groupe de soutien à l'islam et aux musulmans – GSIM). Une preuve supplémentaire de l'importance prise par l'organisation dans la région, de ses rapports profonds avec d'autres groupes terroristes et donc apparemment de son potentiel rôle d'intermédiaire entre les nébuleuses Al-Qaïda et EI.

La Katiba Macina est un groupe armé terroriste apparu en 2015 au Sahel, principalement actif dans la région de Mopti au Mali. À l'origine membre d'Ansar Dine, la katiba est désormais affiliée au GSIM depuis sa création en 2017 ; le GSIM est né de la fusion d'Ansar Dine et d'un groupe issu d'une scission d'AQMI. En novembre 2018, l'armée française avait annoncé avoir « probablement » tué son chef, Amadou Koufa. L'information, d'abord confirmée par les autorités maliennes, avait



ensuite été démentie par les faits : Amadou Koufa est réapparu dans une vidéo de propagande diffusée en février et un dernier message diffusé début mai sur les réseaux sociaux lui est encore attribué.

## NIGERIA : DEMOBILISATION D'ENFANTS SOLDATS

Le 10 mai dernier, le fond des nations unies pour l'enfance a annoncé dans un communiqué la démobilisation de près de 900 enfants soldats, enrôlés dans le Nord-Est du Nigéria pour lutter contre le groupe djihadiste Boko Haram.

Face aux djihadistes, nombre de milices civiles d'auto-défense pratiquent l'enrôlement des enfants pour participer à des combats ou non. N'en demeure pas moins que ces derniers assistent voir participent aux violences. Ces milices ont notamment été critiquées pour leurs exactions envers les civils. En guise de rappel, la communauté internationale finance et arme en partie le Nigéria dans sa lutte contre Boko-Haram de même que ces milices sont financées et soutenues par le pouvoir nigérien.

Se pose aussi la question de la prise en charge de ces mineurs, et à défaut de leur futur. Leur réinsertion n'est pas garantie, dans bien des cas en effet, ces enfants devenus soldats reprennent les armes et rejoignent le maquis au profit de toute entreprise de guerre.

En février 2007, à la conférence de Paris, 105 des Etats membres de l'ONU s'étaient engagés à "libérer de la guerre" ces jeunes enrôlés. Toutefois leur progression dans cette démarche est dure à évaluer ; aujourd'hui, une vingtaine de pays recruteraient encore des enfants soldats. Jeunesse les rendant intellectuellement malléable, hésitations de l'ennemi à leur porter le feu, les raisons sont nombreuses pour expliquer leur recrutement, y compris dans des pays soutenus par la communauté internationale, tel le Nigéria.

## LYBIE : HAFTAR ENVISAGERAIT UNE OFFENSIVE CONTRE SYRTE

Alors que la bataille de Tripoli lancée le 4 avril dernier se poursuit, selon la chaîne de télévision libyenne, Al-Hadath TV, toute acquise à la cause du maréchal Haftar, l'Armée nationale libyenne (ANL) envisagerait une nouvelle offensive sur Syrte.

Contrôlée par le gouvernement d'union nationale (*government of national accord*), le



GNA, Syrte représente l'un des derniers bastions empêchant l'ANL de prendre Tripoli selon les partisans d'Haftar. L'offensive elle, pourrait être lancée dans les prochaines heures.

Les violences ne semblent donc pas prêtes de s'arrêter, contrairement au souhait affiché par la communauté internationale qui appelle à une trêve. La visite à Paris ce week-end d'Abdulhadi Ibrahim Iahweej, le ministre des Affaires étrangères du maréchal Haftar visait simplement à expliquer que cette offensive devait se poursuivre jusqu'à la défaite des milices se battant au nom du gouvernement de Fayez al-Sarraj (GNA), soutenu par le Qatar, la Turquie et l'Italie. Négocier avec le gouvernement de Tripoli ? Cela n'a, semble-t-il, jamais fait partie de la stratégie du maréchal Haftar. Fort du soutien de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de la Russie, et partiellement de la France, il a finalement décidé de prendre d'assaut la capitale.

Pour rappel, la position de la France est quelque peu ambiguë. Paris est accusée par le GNA et l'Italie de jouer double jeu en soutenant officiellement Haftar. Selon le Quai d'Orsay, la France soutient le maréchal Haftar uniquement dans le contexte de la lutte antiterroriste, mais réproouve l'offensive menée sur Tripoli.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## DONALD TRUMP CONFIRME PATRICK SHANAHAN COMME SECRETAIRE A LA DEFENSE

Servant au poste de Secrétaire adjoint à la Défense depuis avril 2017 puis comme Secrétaire à la Défense par intérim depuis janvier 2018 à la suite du départ de son prédécesseur James Mattis, Patrick Shanahan a été confirmé par le président Trump à titre permanent, après la période transitoire la plus longue de l'histoire du Pentagone. Cette confirmation doit désormais être entérinée par le Sénat afin d'être pleinement actée. Le Sénat ne devrait pas opposer de résistances majeures, le président du *Senate Armed Services Committee*, James Inhofe (Rép - Oklahoma) ayant donné son accord tacite, même s'il est vraisemblable que l'opposition démocrate cherche à entraver le processus. Cette confirmation, qui fait suite au blanchiment de Patrick Shanahan dans une enquête pour conflit d'intérêt, en raison de son passé de cadre chez *Boeing*, ne devrait pas se traduire par un changement notable de cap dans la politique de défense américaine, mais introduire une stabilité bienvenue au sein du Pentagone.

## FRONTIERE MEXICAINE : LE PENTAGONE ET LE DEPARTEMENT A LA SECURITE INTERIEURE ELABORENT UN PLAN PLURIANNUEL

Le général Joseph Dunford, Chef d'Etat-Major des Armées, a annoncé que le Pentagone travaillait en coopération avec le Département à la Sécurité intérieure (*DHS*) afin d'élaborer un plan complet pour les prochaines années, en vue de déterminer plus précisément la contribution des Armées à la sécurisation de la frontière en lien avec les besoins opérationnels du *DHS*. Cette déclaration semble entériner le principe de la participation du Pentagone aux missions de contrôle et de renforcement de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Actuellement, un peu plus de 4000 militaires sont déployés à la frontière, où ils assurent essentiellement des missions de soutien, de construction et de logistique, mais également des missions de surveillance strictement encadrées en raison de leur non-habilitation au maintien de l'ordre.



## DEPLOIEMENT D'UN GROUPE AERONAVAL ET DE B-52 DANS LE GOLFE PERSIQUE : LE PENTAGONE MINIMISE L'ANNONCE DE LA MAISON-BLANCHE

Le 5 mai, la Maison-Blanche a annoncé le déploiement du porte-avions l'*USS Abraham Lincoln* accompagné de son groupe aéronaval ainsi que de bombardiers stratégiques B-52 dans le golfe Persique. D'après le communiqué, ce déploiement vise à envoyer un message clair au régime iranien: toute attaque contre les intérêts des Etats-Unis ou de leurs alliés sera punie par la force. Le lendemain, le déploiement a été justifié par Patrick Shanahan comme une réponse à des « indications d'une menace crédible » de la part de l'Iran: la nature exacte de la menace n'a pas été présentée au public. Néanmoins, on peut noter que les navires commerciaux transitant dans la zone ont été mis en garde.

L'amiral John Richardson, chef d'Etat-major de la marine américaine a quant à lui expliqué que le groupe aéronaval devait être déployé depuis longtemps (il est parti de Norfolk le 1er avril, a passé deux semaines en Méditerranée puis a été conduit au large de l'Italie pour réaliser des exercices) ; son déploiement dans le Golfe serait un exemple « d'emploi dynamique des forces », c'est-à-dire d'une nouvelle tactique de l'*US Navy* visant à surprendre les adversaires des Etats-Unis en déployant par surprise des navires dans leur région. Il a rajouté que les groupes aéronavals avaient été créés pour pouvoir être déployés rapidement à travers le globe en fonction des crises et des besoins. De son côté, Mike Pompeo a annoncé que ce déploiement dans le Golfe avait été envisagé depuis quelques temps alors que les Etats-Unis ont pu observer une tension croissante dans leur relation avec l'Iran. Le Secrétaire d'Etat a également précisé que les menaces et le déploiement n'étaient pas liés aux tensions entre Gaza et Israël.

Les experts pensent que ce déploiement était effectivement prévu depuis longtemps et qu'il n'a donc rien de surprenant ou d'inhabituel ; ils estiment également que l'administration américaine cherche à le présenter comme une réponse aux tensions récentes entre l'Iran et les Etats-Unis afin d'augmenter la pression sur le régime. En effet, ces derniers temps, les Etats-Unis ont déclaré que le Corps des Gardiens de la révolution devait être considéré comme groupe terroriste ; en représailles, Téhéran a catégorisé comme terroristes l'ensemble des troupes américaines. Ce regain de tensions s'inscrit dans le cadre plus large du durcissement de la position américaine à l'égard de l'Iran : les Etats-Unis se sont retirés de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*JCPOA*), ont réimposé des sanctions sur l'Iran mais aussi sur tous les pays achetant du pétrole iranien. L'Iran a déclaré cette semaine vouloir reprendre son programme nucléaire, avant de menacer de bloquer le détroit d'Ormuz au sud du



golfe Persique, seule voie de communication maritime entre le Golfe et l’océan Indien.

En parallèle de cette annonce, Mike Pompeo s’est rendu en Irak. Cette visite imprévue n’a duré que quelques heures. Le Secrétaire d’Etat a affirmé aux journalistes l’accompagnant que cette rencontre avec les autorités irakiennes visait à démontrer le soutien américain au régime irakien, afin de contrer l’influence iranienne. En effet, Bagdad se retrouve au milieu de la montée des tensions entre Téhéran et Washington: 5000 soldats américains sont déployés en Irak et les Etats-Unis entretiennent des liens très étroits avec ce pays. Mais l’Irak est aussi proche de l’Iran notamment en matière commerciale, politique et de sécurité. Certaines milices irakiennes chiites sont loyales à Téhéran et s’opposent historiquement aux Etats-Unis.

## POLOGNE : VERS UN RENFORCEMENT DE LA PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE

Les discussions se poursuivent entre le gouvernement d’Andrzej Duda et l’administration du président Trump, en vue du potentiel accroissement du nombre de soldats américains déployés sur le territoire polonais. L’hiver dernier, des discussions à propos de la présence militaire américaine avaient déjà eu lieu, la Pologne faisant savoir qu’elle était prête à investir près de deux milliards de dollars pour aider les Américains à établir une base permanente en Pologne. En effet, alors que plusieurs milliers de soldats américains se relaient déjà régulièrement sur le territoire polonais, et qu’un contingent de l’OTAN sous commandement américain est stationné près de l’enclave russe de Kaliningrad, le montant proposé par l’administration Duda permettrait l’établissement de bases permanentes, d’une base aérienne de l’*Air Force* à Lask, et enfin la constitution de quartiers généraux de l’armée de terre à Poznań.

La contribution polonaise au renforcement de la présence militaire américaine traduit une inquiétude de Varsovie face à la Russie, et une présence accrue de militaires américains serait un signal fort pour dissuader tout projet d’agression russe. En décembre 2018, le général Philip Breedlove, ancien chef du *United States European Command* (EUCOM), et du *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR) –ayant notamment pris part à l’organisation de la réaction de l’OTAN face à l’intervention de Moscou en Crimée et dans l’est de l’Ukraine en 2014 – alertait dans un rapport l’administration américaine sur la menace d’une potentielle agression russe dans la région des pays baltes ; en cas d’attaque la Pologne pourrait être envahie en raison de l’insuffisance numérique des forces américaines et de l’OTAN présentes dans la région pour contrer une offensive majeure. De fait, la décision de renforcer les troupes américaines en Pologne ne répond pas au seul souhait du président Duda,





mais constituerait une décision stratégique pour maintenir une force dissuasive et puissante face à une potentielle offensive russe. Le rapport, intitulé « *Permanent Deterrence: Enhancements to the U.S. Military Presence in North Central Europe* » (dissuasion permanente : améliorations de la présence militaire américaine en Europe centrale et en Europe du Nord), souligne que le renforcement des forces devrait se faire en Pologne, un pays stratégique par sa « taille et sa situation géographique ».

L'actuel remplaçant du général Philip Breedlove, le général Curtis M. Scaparrotti, approuve le renforcement du dispositif militaire américain dans la région, et propose un mélange de contingents permanents et temporaires dans le pays. L'établissement de quartiers généraux est aussi nécessaire pour organiser la rotation des troupes. L'administration du président Trump travaille donc à l'établissement de bases permanentes dans le pays, bien qu'au sein de l'Europe la décision ne soit pas unanime. En effet, pour l'Allemagne, un renforcement militaire très important en Pologne pourrait accroître la tension entre Moscou et les forces otaniennes.

A ce stade, la nature précise et les modalités de cette montée en puissance ne sont pas arrêtées et aucun accord n'a été signé, mais il est très vraisemblable que les Etats-Unis renforcent effectivement leur dispositif militaire dans le pays.

## RAPPORT ANNUEL DU PENTAGONE AU CONGRES SUR LA PUISSANCE MILITAIRE CHINOISE

Le 2 mai dernier, le Pentagone a publié son rapport annuel au Congrès sur la puissance militaire chinoise, intitulé *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2019* (« Les évolutions militaires et sécuritaires de la Chine pour 2019 »). Le *Department of Defense* (DOD) met en exergue plusieurs aspects des développements de la puissance militaire chinoise. L'introduction du rapport résume les objectifs décrits par ce dernier, sur une période de vingt ans : envisager les développements militaro-technologiques et les orientations stratégiques probables prévus par l'armée populaire de libération chinoise. On peut notamment y lire que « durant les dernières décennies, elles [les forces militaires chinoises] se sont concentrées pour faire advenir une Chine prospère et forte dotée d'une armée de rang mondial, permettant d'asseoir le statut de la Chine en tant que grande puissance dont le but est de s'assurer la prééminence du pouvoir dans l'aire indo-pacifique. » De plus, le rapport a pour but de décrire la relation sino-américaine en matière de coopération et de sécurité.

Le rapport accorde une place particulière à l'évolution de l'armée chinoise au regard de l'enjeu que représente la « réunification » avec Taïwan, séparée de la Chine continentale depuis 1949, mais que Pékin considère toujours comme l'une de ses



provinces. L'île demeure un facteur de très fortes tensions dans la région entre le régime de Taipei et le régime de Pékin puisque ce dernier désigne Taïwan comme « l'enjeu stratégique » majeur des forces chinoises. En effet, la Chine a augmenté et diversifié son arsenal militaire en vue d'une potentielle invasion de l'île. Les moyens envisagés pour cette conquête vont du blocus naval et aérien à une invasion complète de Taïwan, néanmoins les analyses américaines rappellent qu'en cas d'invasion des plages taïwanaises, un grand nombre de navires permettant le débarquement sur l'île de forces amphibies seraient nécessaires. Or, il semblerait que Pékin ne construise pas pour le moment en nombre suffisant les très larges navires amphibies et de barges de débarquement pourtant essentiels à la conduite d'une offensive directe contre Taïwan (lequel impliquerait un débarquement sur les plages de l'île). La Chine a bien amélioré de façon quantitative et qualitative sa flotte par des sous-marins et des navires de combats, mais dans les années passées, le régime de Pékin n'a acquis que peu de navires d'assaut amphibie - *landing platform docks* (LPD). Il semblerait alors que les objectifs de Pékin soient pour le moment de renforcer ses capacités de combat naval de haute intensité et d'intensifier le caractère hauturier de sa marine en se concentrant sur la construction de porte-avions, de croiseurs et de grands destroyers et frégates, permettant des opérations océaniques.

La mer de Chine méridionale demeure un objectif stratégique prioritaire des forces militaires chinoises. Pékin souhaite incorporer cette zone maritime dans sa sphère d'influence et l'analyse américaine rapporte que les activités chinoises dans la région se traduisent par une recrudescence des patrouilles navales, des exercices militaires et l'artificialisation croissante de certains archipels et îles contestées, avec notamment la mise en place de systèmes A2/AD (missiles antinavires et antiaériens) et la construction d'infrastructures aéroportuaires. De manière plus innovante, le rapport souligne l'intérêt de la Chine pour l'Arctique, zone à haut potentiel géostratégique et économique. Ainsi, son deuxième brise-glaces devenait opérationnel en 2018 ; elle poursuit à présent la construction de navires dédiés aux patrouilles dans l'Arctique.

De plus, sur la question des développements militaires concernant l'armement, le rapport fait état des avancées chinoises en matière nucléaire, la Chine travaillant à développer sa flotte de SNLE. L'arsenal nucléaire chinois étant déjà composé de missiles balistiques terrestres et de missiles mis en œuvre par les forces aériennes, il semblerait que Pékin vise activement à compléter sa triade nucléaire (la mise en place de plateformes de lancement variées, terre, mer, air). Randall Shriver, le sous-secrétaire à la Défense pour les Affaires indo-pacifiques, n'emploie pas le concept de « triade nucléaire » mais reconnaît que les autorités chinoises « travaillent à l'élaboration de système efficaces de tir dans les trois domaines. »

Autre aspect sensible, le rapport du Pentagone se concentre sur un trait de l'organisation par les autorités chinoises de la diffusion du renseignement militaire,



un aspect revêtant une grande importance pour les chefs militaires américains. En 2015, les autorités chinoises ont créé le *Strategic Support Force* (SSF), une organisation qui centralise et réunit en son sein tous les renseignements concernant les domaines spatial, cyber, de guerre électronique et psychologique. Selon le rapport, « en plaçant ces missions sous la même organisation, la Chine cherche à corriger les difficultés de coordination opérationnelle qui gênent le partage du renseignement » entre différentes entités militaires, cette réorganisation est un choix stratégique de la part de Pékin qui est bien consciente de la nécessité de disposer d'une chaîne précise et efficace du renseignement pour disposer d'avantages tant tactiques que stratégiques, *a fortiori* au regard des ambitions stratégiques de la Chine.

## FONOP AMERICAINE AUTOUR DES ILES SPRATLEY

Dans le cadre de la posture américaine visant à réaffirmer le droit international maritime et la liberté de navigation en mer de Chine méridionale face aux revendications croissantes de Pékin, deux destroyers de l'*US Navy* (*USS Preble* et *USS Chung Hoon*) ont procédé à une FONOP en évoluant à 12 milles nautiques des récifs Gaven et Johnson. Ces derniers appartiennent à l'archipel des îles Spratley, qui est l'un des points de cristallisation des tensions en mer de Chine du fait des revendications territoriales de plusieurs Etats régionaux (Chine, Malaisie, Philippines, Vietnam, Taiwan) et de sa militarisation par la Chine.

Cette mission était la septième FONOP conduite par les Etats-Unis en mer de Chine depuis le début de l'année, sans compter les quatre FONOP conduites dans le détroit de Formose. A noter enfin que, mercredi, le destroyer américain *USS William P. Lawrence* a rejoint des navires des marines indienne, japonaise et philippine pour une série d'exercices en mer de Chine méridionale, dans une démarche qui s'inscrit dans la continuité des FONOPs.

## CYBER - POINT DE SITUATION

De nouveaux documents rendus publics détaillent certaines modalités du partenariat entre la *National Security Agency* (NSA) et le *Cyber Command* entre 2014 et 2016. La coopération étroite entre l'agence de renseignement et le commandement des opérations cyber a été actée en 2009 avec la localisation sur le même site (Fort Meade) des deux entités. L'idée générale est que le *Cyber Command* est venu fournir les capacités offensives aux immenses ressources technologiques et aux larges possibilités d'accès dont dispose la NSA. En effet, la NSA ne dispose pas des autorisations légales pour procéder à la manipulation et/ou la destruction de données ou de systèmes informatiques, opérations pour lesquelles elle a bénéficié de l'appui



du *Cyber Command*. Plus largement, le *Cyber Command* a annoncé qu'il avait conduit à nombre fortement accru d'opérations depuis la mise en place à la mi-août dernier d'assouplissements dans la procédure d'approbation présidentielle des cyber-opérations tant offensives que défensives. Enfin, le Pentagone a émis une requête budgétaire additionnelle d'un milliard de dollars dédiée au financement de projets informatiques classifiés. Cette requête complémentaire s'inscrit dans la continuité de la dynamique haussière qui caractérise le financement de tels programmes depuis plus d'une dizaine d'années.

## L'US NAVY ACCROIT SON INVESTISSEMENT DANS LE RENOUVELLEMENT DE SES SNLE

Le rapport annuel du Congrès sur l'*US Navy* et les financements alloués à la force maritime fait état de l'accroissement des investissements décidés pour construire de la nouvelle classe de SNLE américains. Le montant devrait s'élever à deux milliards de dollars en 2021 et croître jusqu'à atteindre cinq milliards en 2024. Ces fonds seront dédiés au programme portant sur la construction de douze SNLE de classe *Columbia* qui remplaceront progressivement les 14 SNLE de classe *Ohio*, construits dans les années 1970. Le développement et la production de nouveaux sous-marins dédiés à la dissuasion nucléaire s'inscrit dans le renforcement de la triade nucléaire américaine, un programme d'un billion de dollars visant à moderniser les équipements nucléaires militaires évoluant dans les milieux air, mer et terre.

## L'US NAVY RENFORCE SES CAPACITES DE GUERRE ELECTRONIQUE

L'entreprise américaine *Lockheed Martin* vient de recevoir un contrat d'un montant de 184 millions de dollars de la part de l'*US Navy* pour produire la nouvelle version (*Block 2*) de la suite de guerre électronique qui équipe ses navires de surface dans le cadre du programme *SEWIP* (*Surface Electronic Warfare Improvement Program*). Cette mise à jour vise à augmenter la capacité des systèmes déjà en place alors que le nombre de menaces et de signaux en matière de guerre électronique croît de manière exponentielle. Ce système d'alerte sera le premier au sein de la *Navy* avec une architecture ouverte qui permet de mettre à jour le système plus facilement. La mise à jour *Block 2* (*Block 1* avait été implémenté sur la suite de guerre électronique *AN/SLQ-32(V)* déployée depuis les années 1980) augmente considérablement les capacités de guerre électronique des navires de combat américains : le *Block 2* scanne tout le spectre électromagnétique, ce qui permet de détecter des missiles mais aussi



des navires, des émissions sur les ondes radios et autres signaux électroniques. Cela permettra d'avoir une vision plus globale de l'environnement de combat. La version *Block II* disposera en outre d'une interface ouverte facilitant les mises à jour et modifications et donc les intégrations entre systèmes différents.

## LE *MARINE CORPS* SE DOTE DE MISSILES ANTINAVIRES

L'*US Marine Corps* a conclu avec *Raytheon* un contrat d'un montant de 47M\$ pour l'acquisition de missiles antinavires *Naval Strike Missile (NSM)* qui vise à doter les *Marines* de capacités de lutte antinavire depuis la terre dans une approche d'interopérabilité renforcée. Cette nouvelle capacité s'inscrit dans le cadre plus large du concept d'*Expeditionary Advance Base Operations* développé afin de mieux répondre aux menaces induites par le retour à une stratégie centrée sur les rivalités entre grandes puissances, en particulier dans le domaine maritime.

## NEGOCIATIONS EN COURS SUR L'ACQUISITION DU 3EME LOT DE *F-35* PAR LE PENTAGONE

*Lockheed Martin* a proposé au Pentagone de lui vendre une centaine de *F-35A* au prix unitaire de 80 millions de dollars (contre 89M\$ pour ceux compris dans le contrat signé en septembre). Cette offre constitue la troisième phase d'une production globale qui porte sur près de 450 avions dont des *F-35B* pour le *Marine Corps* et des *F-35C* pour l'*US Navy* ainsi que des appareils dédiés à plusieurs pays alliés des Etats-Unis. Ces négociations ont lieu alors que l'*US Air Force* se prépare à acheter les nouveaux *F-15 Eagle* de *Boeing* pour remplacer les *F-15* existants, une manière de pallier les retards et les coûts du programme *F-35*. Dans ce contexte, *Lockheed Martin* met donc en avant ses prix (qui tendent à diminuer avec la montée en puissance de la production) mais aussi les capacités furtives et technologiques de ses appareils de cinquième génération.

## TECHNOLOGIES DE RUPTURE - POINT DE SITUATION

Plusieurs annonces récentes témoignent de l'intensité des efforts déployés par le Pentagone pour avancer dans plusieurs domaines technologiques critiques, dont voici les principaux traits.

### 1. Lasers :



- L'*Air Force Research Laboratory (AFRL)* a annoncé qu'un laser terrestre avait procédé à l'interception de plusieurs missiles dans le cadre du programme *SHIELD (Self-Protect High Energy Laser Demonstrator)* qui vise à développer un système laser de défense anti-missile (sol-air/air-air) à destination des aéronefs.

- Par ailleurs, la *Navy* accentue également ses efforts dans le domaine des lasers. Ainsi a-t-elle annoncé l'expérimentation cette année d'un laser d'une puissance de 150 kilowatts dont la plateforme devrait être le navire amphibie *USS Portland*. La *Navy* a également annoncé qu'elle équiperait cette année au moins deux de ses destroyers du système de défense laser *ODIN (Optical Dazzling Interdictor - Navy)*, avant d'en équiper six autres. Ce système a vocation à incapaciter les drones en éblouissant leurs capteurs, alors que l'utilisation de drones tant par un nombre croissant de forces armées que par différents groupes armés constitue une menace croissante pour les navires américains. À terme, l'enjeu pour la *Navy* est de combiner le laser qui sera testé dans le courant de l'année avec le système *ODIN*, ce qui donnerait le système *HELIOS (High-Energy Laser Integrated Optical-Dazzler with Surveillance)* qui serait rattaché au système de combat *Aegis* qui structure le fonctionnement des destroyers et croiseurs de la marine américaine. Ce système aurait vocation à la fois à suivre et détruire les missiles ennemis qu'à engager directement des navires ennemis. Néanmoins, si la *Navy* estime avoir accompli des progrès significatifs dans le domaine, elle reconnaît néanmoins être encore loin de ses objectifs et l'existence de nombreux défis technologiques en la matière.

## 2. Armes hypersoniques :

La *DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency)* a annoncé qu'elle procéderait dans le courant de l'année au vol expérimental de deux armes hypersoniques depuis un bombardier *B-52*. Ces prototypes sont dédiés à l'*US Air Force*. Il s'agit du *Tactical Boost Glide (TBG)* qui serait une sorte de fusée tirée depuis un vecteur aérien capable de dépasser Mach 5 et d'atteindre une altitude de 200 000 pieds ; et du *Hypersonic Air-breathing Weapon Concept (HAWC)* qui est conçu comme un missile de croisière hypersonique également tiré depuis une plateforme aérienne. En parallèle, la *DARPA* coopère avec l'*Army* dans le cadre du programme *Operational Fires* qui vise à capitaliser sur le programme *TBG* pour développer une arme hypersonique tirée depuis un vecteur terrestre.

## 3. Drones :

*Boeing* a annoncé que son prototype de ravitailleur en vol autonome (*MQ-25A Stingray*) devrait effectuer son premier vol dans le courant de l'année. Le *MQ-25A Stingray* a vocation à être embarqué à bord des groupes aériens armant les



porte-avions de la *Navy*. Ce test s'inscrit dans le cadre du contrat attribué à *Boeing* en août dernier pour un montant de 805M\$ portant sur la construction de quatre appareils.

## LE DEPARTEMENT D'ETAT AUTORISE BAHREÏN A ACQUERIR LE SYSTEME *PATRIOT*

Le Département d'Etat, via la *Defense Security Cooperation Agency*, a autorisé la vente par *Raytheon* à Bahreïn du système de défense antiaérienne et antimissile *Patriot* à hauteur de 2,5Mds\$. Ce contrat qui doit encore être entériné par le Sénat, porte sur une centaine de missiles *PAC-3* et *MIM-104E*, neuf lanceurs, deux ensembles de radars, des stations de contrôle et des équipements associés. Si la vente va à son terme, Bahreïn sera le 17ème Etat à se doter du système *Patriot*.

## LE DEPARTEMENT D'ETAT AUTORISE LE QATAR A ACQUERIR 24 HELICOPTERES D'ATTAQUE *AH-64E APACHE*

Le Département d'Etat, via la *Defense Security Cooperation Agency*, a autorisé la vente par plusieurs industriels américains de 24 hélicoptères d'attaque *AH-64E Apache* avec les équipements et armements associés au Qatar dans le cadre d'un contrat dont le montant pourrait atteindre plus de 3Mds\$. Ce contrat qui doit encore être entériné par le Sénat porterait notamment sur 24 appareils, 52 moteurs, 26 systèmes de désignation et de visée, 26 systèmes de vision nocturne pour les pilotes, 2500 missiles *Hellfire* et 28 canons de 30mm.



# AMERIQUE LATINE

## VENEZUELA : LE JOUR D'APRES

« Loyauté toujours, trahison jamais ! »

C'est avec ces mots que Nicolas Maduro s'est exprimé aux 4500 soldats rassemblés à Caracas au Fort-Tiuna (principale caserne et prison), dans une allocution filmée et retransmise sur les chaînes du pays. Au soulèvement raté mené par Juan Guaido succède ainsi ce qui s'apparente à une chasse aux sorcières, ou plutôt aux « traîtres » pour reprendre les termes du Président vénézuélien.

Cette démarche de représailles a commencé par la défection du chef de la *Sebin*, les services secrets vénézuéliens, Christopher Figuera. Accusé d'avoir fomenté le coup d'Etat avec Guaido et ses alliés, C.Figuera est également soupçonné d'avoir « été recruté par la CIA il y a plus d'un an » et de travailler « comme traître, comme taupe, comme infiltré » déclare Maduro vendredi 10 mai. Son départ des services secrets vénézuéliens a été confirmé par le vice-président américain, Mike Pence, qui annonce dans le même temps que les sanctions à son encontre sont donc levées.

Christopher Figuera s'est ensuite exprimé dans cette vidéo diffusée par la chaîne *NTN24* : « J'ai tout sacrifié (...) J'ai demandé au président Donald Trump de lever les sanctions contre notre pays et il a répondu qu'il le ferait, mais s'il y avait une autre administration ». Sa participation à la tentative de ralliement du soutien des forces armées semble avérée par une liaison directe avec les Etats-Unis le 30 avril. Il aurait également contribué à faire libérer l'opposant Léopoldo Lopez, assigné à résidence depuis 2017. Celui-ci a d'ailleurs trouvé refuge dans l'ambassade d'Espagne à Caracas. A cet égard, la justice vénézuélienne a ordonné son arrestation mais le gouvernement espagnol a réitéré son vœu de protection : « en aucun cas » l'Espagne ne livrera l'opposant aux autorités locales. Dans un décret présidentiel paru dans le *Journal Officiel* vénézuélien du 10 mai, C. Figuera aurait été dégradé et expulsé du territoire. Avec lui, 54 autres militaires ont été sanctionnés en raison de leur implication dans le soulèvement du 30 avril, dont le lieutenant-colonel Illich Sanchez, ex-responsable de la sécurité du parlement.

Outre les militaires, dix députés de l'opposition ont été inculpés pour leur participation active au soulèvement manqué. Accusés de « haute-trahison » et de « complot », le bras droit de Guaido, le vice-président du parlement Edgar Zambrano a été placé en détention provisoire à Fort-Tiuna. Enfin, on compte 25 militaires rebelles ayant demandé l'asile à l'ambassade du Brésil à Caracas.





Cependant Maduro a épargné le ministre de la Défense Vladimir Padrino, le chef de la garde présidentielle Ivan Hernandez ainsi que le chef de la cour suprême Maikel Morena, envers lesquels il a renouvelé sa confiance. En effet, Washington, par l'intermédiaire du conseiller à la sécurité nationale John Bolton a confirmé la tenue de discussions entre ces hauts dignitaires du régime, l'opposition et les Etats-Unis dans l'optique d'évincer le président vénézuélien. Ces discussions n'ont visiblement pas abouti et les trois hommes auraient fait marche arrière le 30 avril.

A cet égard, Bolton a tweeté peu après : « C'était votre dernière chance, votre heure a sonné ! », avant que Washington n'adopte vendredi des sanctions à l'encontre de deux compagnies de transport maritime, *Monsoon Navigation Corporation*, dont le siège est aux îles Marshall, et *Serenity Maritime Limited*, basée au Liberia. S'ajoute à la liste noire américaine, leurs navires respectifs *Ocean Elegance* et *Leon Dias*, étant accusés par le Trésor américain d'avoir servi à transporter du pétrole vénézuélien vers Cuba.

Enfin, ce samedi 11 mai, Juan Guaido a à nouveau appelé aux rassemblements dans Caracas. Présent à l'un d'eux, il a déclaré avoir demandé à l'ambassadeur vénézuélien aux Etats-Unis Carlos Vecchio, d'établir une « communication directe » avec l'armée américaine. Selon l'agence *Associated Press*, une possible « coordination militaire » pourrait être mise en place. Le secrétaire d'Etat Mike Pompeo a répondu détenir « une gamme complète d'options », ne voulant ni statuer sur une réponse militaire, ni l'évincer. A ce stade, aucune intervention militaire américaine directe, voire même indirecte n'est envisagée par le Pentagone, même si différents scénarii ont été envisagés (cf. article précédent).

## BRESIL - JAIR BOLSONARO SIGNE UN DECRET ASSOUPLEISSANT LE PORT D'ARMES

Mardi 7 mai, le président brésilien Jair Bolsonaro a signé un décret assouplissant les conditions du port d'armes, conformément à sa promesse de campagne. Après un premier décret en janvier qui avait permis d'ouvrir une première brèche dans la loi de désarmement de 2003, le nouveau décret autorise ainsi les habitants des zones rurales et une vingtaine de professions (dont les élus, les journalistes, ou encore les camionneurs) à pouvoir posséder une arme. En somme, 19 millions de Brésiliens pourront légalement porter une arme.

Les armes à feu, autrefois cantonnées aux domiciles privés, pourront être portées en pleine rue, sans démontrer leur « absolue nécessité ». De surcroît, Jair Bolsonaro a évoqué la possibilité de pouvoir porter une arme à feu dans les avions, ainsi



qu'autoriser l'entrée libre -avec l'aval des parents- aux mineurs dans les clubs de tirs, flattant son électorat le plus radical.

Cette annonce a fait l'effet d'une « bombe » au sein de l'opposition et dans la société civile. Cette mesure phare de la campagne était déjà très impopulaire, d'après l'enquête *Datafolha* d'avril estimant que 64% des Brésiliens s'y opposaient. Le Congrès lui-même ne serait pas enclin à la voter. L'opposition dénonce ainsi une usurpation de compétences et un contournement du processus institutionnel et démocratique. Le parti de gauche PSOL (Parti Socialisme et Liberté) déclare que seul le Congrès est habilité à augmenter le nombre de personnes autorisées à porter une arme.

Toutefois, le Président de la Chambre des députés, Rodrigo Maia a assuré avoir identifié les points inconstitutionnels pouvant abroger le décret. L'opposition (une coalition de plusieurs partis démocrates) a, à cet égard, porté le décret devant la justice. Le juge Josa Weber a donné cinq jours à Jair Bolsonaro pour justifier la loi. Au terme des cinq jours, la Cour Suprême décidera ou non de valider la loi.



# ASIE – PACIFIQUE

## TAIWAN : TSAI ING-WEN DENONCE UNE INTENSIFICATION DES INGERENCES CHINOISES SUR L'ILE

La présidente taiwanaise a annoncé vendredi que la Chine avait intensifié ses efforts d'ingérence dans les affaires intérieures de l'île notamment via campagnes de *fake news*, sans toutefois donner d'exemples précis. Tsai Ing Wen a également précisé que les organismes taiwanais chargés de la sécurité nationale étaient mobilisés pour faire face à ces menaces chinoises, y compris celle d'une agression militaire. Les relations inter-détroit, tendues depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle présidente de la république de Chine en 2016, ont connu une évolution mouvementée ces derniers mois. En janvier, un discours de Xi Jinping avait été perçu comme particulièrement hostile par Taïwan et avait été ouvertement critiqué par la présidente, renforçant son image de chef d'état nationaliste prête à s'opposer à Pékin. Un rapport du Pentagone voyant dans la préparation d'une attaque de l'île le moteur de la modernisation de l'armée chinoise avait également suscité de vives réactions de part et d'autre du détroit. Plus récemment, la Chine a conduit en avril une série d'exercices militaires autour de Taïwan mobilisant ses forces aériennes et navales, renforçant encore un climat de tension qui semble désormais être la norme.

## INDE : L'EI ANNONCE AVOIR ETABLI UNE "PROVINCE" EN INDE

L'EI a affirmé via son agence de communication *Amaq* qu'une "province", la "Wilayah du Hind", avait été établie en Inde. Cette annonce fait suite à la mort d'un militant islamiste tué lors d'un affrontement avec la police indienne dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire qui avait fait allégeance au groupe djihadiste. Selon Rita Katz, directrice du SITE Intel Group qui étudie l'extrémisme islamiste et citée par Reuters, cette annonce qui ne correspond pas à la réalité du terrain a vocation à préparer une réimplantation du califat de l'EI après la perte des territoires conquis au Moyen-Orient.

Il s'agit également d'un message fort à destination des djihadistes présents dans la zone, le groupe EI étant toujours attractif pour les groupes terroristes à l'international comme l'a montré la série d'attentats ayant fait plus de 250 morts au Sri Lanka. Il est donc à craindre que la stratégie de violence incessante de l'EI employée en Irak et en



Syrie trouve un terrain favorable à son développement dans la région du Cachemire, au cœur d'un conflit territorial entre l'Inde et le Pakistan depuis la partition de 1947.



# EUROPE

## REPUBLIQUE TCHEQUE - UN PROJET DE COMMANDES AUX ETATS-UNIS POUR LE RENOUELEMENT DE SES HELICOPTERES

La Defense Security Cooperation Agency (DSCA), a délivré les certifications en faveur de l'approbation par le Congrès de deux éventuelles commandes d'hélicoptères américains par la République tchèque.

Prague envisage en effet de remplacer sa flotte vieillissante d'hélicoptères d'attaque Mi-24 "Hind", disposant d'une capacité de transport léger, par douze hélicoptères UV-60M Black Hawk ou par quatre hélicoptères d'attaque AH-1Z, intégrant les équipements idoines (systèmes de positionnement et de navigation, de planification des missions, satellites et radios...). Les montants des commandes envisagées représenteraient respectivement 800 et 205 millions de dollars. Bell Helicopters (filiale de Textron Inc.), General Electric et Sikorsky Aircraft Corporation (filiale de Lockheed Martin) pourraient être les principales parties au contrat.

D'après le communiqué de presse de la DSCA, ces matériels permettraient à la République tchèque de poursuivre le processus de modernisation de ses forces armées et de renforcer sa sécurité intérieure. D'un point de vue capacitaire, cette commande représenterait un moyen supplémentaire d'assurer une meilleure interopérabilité des forces armées tchèques avec celles des Etats-Unis et de l'Otan.<sup>1</sup>

Pour rappel, le ministère de la Défense tchèque avait lancé le programme de renouvellement de sa flotte d'hélicoptère Mi-24 "Hind" dès 2015, estimant que celui-ci pourrait être achevé en 2021. Bien que le marché soit ouvert à de nombreuses entreprises, la rencontre entre le Premier ministre tchèque Andrej Babis et le Président des Etats-Unis Donald Trump en mars dernier, au cours de laquelle une commande potentielle d'hélicoptères avait selon les médias tchèques été évoquée, laissait présager de l'issue potentielle de cet appel d'offres.

---

<sup>1</sup> Communiqué de presse de la Defense Security Cooperation Agency <https://www.dsca.mil/major-arms-sales/czech-republic-uh-60m-black-hawk-helicopters?fbclid=IwAR2bmaxWoAOBdLWbAvxigNlhqpbD1OBp3MWvKjNnYGAB8OStwVX5tcV2ybE> et [https://www.dsca.mil/major-arms-sales/czech-republic-ah-1z-attack-helicopters?fbclid=IwAR0ruBVaa441dc-0MQEKMO4WpWHC96wAW\\_dQPZxZn4B\\_qsrwwMhMdyr4N8](https://www.dsca.mil/major-arms-sales/czech-republic-ah-1z-attack-helicopters?fbclid=IwAR0ruBVaa441dc-0MQEKMO4WpWHC96wAW_dQPZxZn4B_qsrwwMhMdyr4N8).



## ESTONIE/OTAN - NOUVEAU MANDAT DE LA MISSION LYNX POUR L'ARMÉE FRANÇAISE

Depuis la fin du mois d'avril 2019, environ 300 soldats français sont détachés dans la ville de Tapa, en Estonie, dans le cadre de la mission Lynx. Cette dernière fait suite aux dispositions prises lors du sommet de Varsovie de 2016, au cours duquel la nécessité d'une « présence avancée renforcée » (eFP) avait été mise en exergue, notamment face à la menace russe.

L'opération Lynx soutient le dispositif de présence de l'OTAN sur le territoire des Etats baltes ; l'armée française avait déjà été déployée à ce titre en Estonie en 2017, puis en Lituanie l'année suivante.

Le détachement comporte environ 300 militaires – essentiellement issus du 2<sup>ème</sup> Régiment étranger d'infanterie, du 12<sup>ème</sup> Régiment de Cuirassiers et du 1<sup>er</sup> Régiment étranger de génie –, 13 véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) et quatre chars Leclerc.

Comme nous le constatons dans nos précédentes brèves, la base militaire de Tapa est sous commandement britannique. Elle accueille des soldats estoniens, britanniques, français, belges, danois et islandais.

L'ancien secrétaire d'Etat à la Défense du Royaume-Uni, Gavin Williamson, avait annoncé le 15 avril dernier le déploiement de cinq hélicoptères Apache en Estonie. Celui-ci avait pour ambition de « rassurer [leurs] alliés et de dissuader [leurs] adversaires d'attaquer », et ce notamment en réponse aux inquiétudes suscitées par les déclarations et manœuvres aériennes de la Fédération de Russie en Mer du Nord et aux frontières estonienne et finlandaise.

## AIRBUS SONGE A PORTER DEVANT LES TRIBUNAUX LE REFUS ALLEMAND D'EXPORTER DU MATERIEL MILITAIRE VERS L'ARABIE SAOUDITE

Le refus berlinois d'exporter du matériel militaire vers l'Arabie Saoudite au moins jusqu'en septembre prochain affecte directement les hélicoptères fabriqués dans l'usine bavaroise de Donauwörth, ainsi que le programme Eurofighter, dont 11 milliards d'euros restent à être honorés avec l'Arabie Saoudite. Le comité exécutif a dénoncé ce veto, « déraisonnable pour le gouvernement allemand, actionnaire de l'entreprise ». Le recours devant un tribunal serait un acte politiquement peu



défendable de la part de l'entreprise ; la CDU craint que ce veto aux exportations ne nuise à l'industrie de défense allemande, alors que le SPD plaide pour augmenter les restrictions commerciales, afin de sanctionner les violations des droits humains au Yémen.



# PROCHE & MOYEN ORIENT

## LIBYE : L'ENLISEMENT A TRIPOLI FAIT PESER UN RISQUE DE RESURGENCE DE L'EI

Cela fait maintenant près de cinq semaines que le maréchal Haftar, dirigeant de l'armée nationale libyenne (ANL), a déclaré la guerre à Tripoli, capitale du Gouvernement de l'Accord national (GNA) reconnue par les Nations Unies. L'ONU décompte plus de 454 morts et 2 154 blessés, ainsi que le déplacement de près de 40 000 civils.

Aux portes de Tripoli, les combats opposant l'ANL et le GNA s'enlisent. La ligne de front au Sud de la capitale est stationnaire depuis le début des affrontements. Alors que le Premier ministre du GNA, Fayez Al-Sarraj, annonçait le 4 mai dernier que le cessez-le-feu ne serait envisageable qu'à condition que les troupes de l'ANL ne se retirent de Tripoli, Khalifa Haftar campe sur ses positions. Le maréchal bénéficierait en plus d'un soutien militaire et logistique considérable de l'Égypte et des Emirats Arabes Unis, en violation des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité.

Les forces de l'ANL concentrées dans la région tripolitaine laissent un vide sécuritaire au Sud de la Libye. En conséquence, des tribus locales et des militants de l'Etat islamique (EI) multiplient les combats aux alentours de Sebha, de Ghodwa et du champ pétrolifère Al-Sharara sous le contrôle d'Haftar depuis février. Les divisions libyennes exacerbées depuis l'éclatement du conflit à Tripoli pourraient ainsi profiter à la refondation de l'Etat islamique au sud de la Libye.

## IRAN : WASHINGTON ENVOIE PORTE-AVIONS ET BOMBARDIERS B-52 DANS LE GOLFE

Les États-Unis ont envoyé des bombardiers B-52 Stratofortress sur leur base d'Al Udaid au Qatar, a annoncé vendredi 10 mai le Commandement central américain (CENTCOM). L'armée américaine avait précisé mardi qu'un certain nombre de bombardiers B-52 feraient partie des forces supplémentaires envoyées au Moyen-Orient pour contrer ce que l'administration Trump considère comme "des





indications claires" de menaces iraniennes face aux forces américaines dans la région.

Lundi dernier avait eu lieu le déploiement du porte-avions USS Abraham Lincoln en grande pompe par le biais du Conseiller à la sécurité nationale John R. Bolton. Vendredi, l'USS Arlington, navire de guerre armé d'une batterie de missiles Patriot, est parti d'Augusta (Italie) appuyé le groupe de frappe aéronaval. En réaction, l'Iran a dénoncé une tentative d'intimidation et de guerre psychologique à un moment où Washington renforce ses sanctions financières contre le pays et ses partenaires commerciaux. L'USS Abraham Lincoln remplace un autre porte-avions sorti des eaux du Golfe le mois dernier : l'USS John C. Stennis.

## **YEMEN, UN PREMIER PAS VERS UN REDEPLOIEMENT DES FORCES ?**

Le 11 mai dernier, l'ONU déclarait avoir observé un retrait des forces houthis des ports de Salif et de Rass Issa deux des trois ports de l'Ouest du Yémen, avec celui d'Hodeïda. Point clé des négociations entre le gouvernement yéménite et les rebelles, une première étape apparaît avoir été franchie samedi.

Cette observation semble confirmer la déclaration de Mohammed Ali al-Houthi, un des chefs de la rébellion, de l'intention des Houthis de se désengager de ces zones en application de l'accord de Stockholm du 13 décembre 2018. Inversement dénonce-t-il le refus de la coalition pro-gouvernementale à laquelle participe notamment l'Arabie Saoudite, Les Emirats arabes unis, la Grande Bretagne et les Etats Unis d'appliquer ce dernier.

En plus d'un échange de prisonniers dont environ 15 000 combattants, cet accord prévoyait surtout le redéploiement mutuel des forces. L'évacuation des trois ports de la Mer rouge devrait avoir pour conséquence de favoriser les importations, les ports de Salif servant principalement au transport des céréales et celui de Rass Issa comme terminal pétrolier.

Outre l'irrigation du pays en denrées de premières nécessités, cette "libération" des ports de la mer rouge pourrait favoriser un desserrement des liens entre les puissances de la coalition. Les Emirats par exemple, puissance maritime et garante



des trafics commerciaux et pétroliers en Mer rouge ouvrant sur le canal de Suez pourraient se désengager du conflit en ayant obtenu gain de cause.

Ces avancées, incertaines, demeurent malgré tout insuffisantes au regard des impératifs qui se font jour dans la gestion du conflit yéménite. Comme l'a rappelé le secrétaire adjoint de L'ONU aux affaires humanitaires Mark Lowcock, le plan de réponse humanitaire de l'ONU pour le Yémen de 2019 n'a été financé qu'à hauteur de 10% du montant de l'appel. Dans ce pays marqué par quatre ans de conflits, comme bien souvent, la crise politique se double d'une crise humanitaire dont les belligérants seuls, semblent incapable d'y apporter une réponse.

## OFFENSIVE « DAWN OF IDLIB » : POINT DE SITUATION

Depuis septembre 2018, la région d'Idlib est instituée zone de non-affrontement entre les forces du régime de Bachar al-Assad soutenues par les Russes et les rebelles de l'armée syrienne libre soutenus par les Turcs. Le mouvement jihadiste Hayat Tahrir al-Sham (H.T.S) a profité de cette accalmie pour prendre possession de la majeure partie de la région si bien que le 13 mars 2019 la ville de Lattaquié, plus important fief du régime syrien, a été bombardée par ces mêmes jihadistes.

Entre le vendredi 26 et le dimanche 28 avril, H.T.S ont récidivé, des missiles ayant été tirés sur la base aérienne russe de Hmeimim. Les représailles, alors même que ce vendredi 26 avril se tenait une réunion à Astana entre les Russes, les Turques et les Iraniens, ne se sont pas faites pas attendre.

Après dix jours de bombardements intensifs menés par les Russes sur les localités du sud de la poche d'Idlib, le régime de Damas, après avoir massé ses troupes sur le pourtour de la zone, a déclenché Lundi 5 mai l'opération « Dawn of Idlib ». Les Tiger Forces ont enfoncé la poche au sud, au niveau de la frontière entre le Front National de Libération (F.N.L) et Hayat Tahrir al-Sham. L'Armée arabe syrienne a rapidement atteint les villes de Kafr Nabudah et de Qalaat al-Madiq mais piétine depuis lors du fait de la résistance soutenue imposée par les jihadistes de H.T.S. On assiste à présent à une partie d'essuie-glaces, les villages étant alternativement pris par l'un puis l'autre camp. Une autre offensive, très limitée, a été menée de front par les Ghiath Forces dans le Nord de la province de Lattaquié.



Depuis mercredi, la fréquence des bombardements tend à diminuer pour se concentrer principalement sur les localités situées dans un rayon de quinze kilomètres autour de Kafr Nabudah laissant penser que l'opération fut montée dans l'objectif limité de ne récupérer que des territoires au sud de la poche. Il ne s'agirait ainsi que d'empêcher les jihadistes de bombarder Lattaquié.

Depuis le 26 avril, les raids menés par l'aviation russe ont détruit au moins une douzaine d'hôpitaux et provoqué la fuite de plus de 150 000 personnes vers le Nord et la zone d'occupation turque selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) affiliée à l'ONU.

Malgré ces événements, la Turquie - dont les troupes occupent plusieurs postes d'observation - est demeurée dans l'expectative pendant une dizaine de jours. Alors même que le F.N.L perdait du terrain face à l'offensive loyaliste, cette dernière, qui soutient pourtant ce mouvement, ne s'était aucunement manifestée. De surcroît, quelques combattants turcs ont aussi été blessés le 4 mai par des bombardements loyalistes sur le poste d'observation de Sher Maghar, sans provoquer de réaction au niveau du gouvernement turc, si ce n'est la reconnaissance de deux blessés.

Cette inaction pourrait indiquer un semblant d'accord entre Istanbul, Moscou et Damas permettant la réduction progressive de la poche. En effet, au même moment, les actions contre les Kurdes au nord-est de la poche d'Idlib se sont poursuivies, soulignant que l'inertie turque n'était pas générale. Les combattants kurdes ont en effet subi de celle-ci des bombardements et quelques accrochages avec des miliciens de l'Armée Nationale Syrienne (A.N.S.) ont éclaté au nord-ouest de Tall Rifaat. Dans cette même région, les forces du régime syrien ont, elles aussi, été ciblées ce 7 mai par des roquettes GRAD de l'A.N.S., en représailles des combats au sud d'Idlib.

La Turquie est finalement sortie de son silence ce vendredi 10 mai. Le ministre de la défense turque, Hulusi Akar, a accusé le régime syrien d'avoir violé les accords d'Astana tandis que le ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a contacté son homologue russe, Sergey Lavrov, appelant la Russie à mettre fin aux bombardements. La Turquie a aussi profité de cette intervention pour rappeler ses engagements au profit de la sécurité des civils. Cette déclaration rompt ainsi la léthargie prolongée d'Istanbul dans cette zone alors même que les factions rebelles se sont constituées en un organe opérationnel commun, la chambre de commandement "Fatah Damascus". Une vingtaine de groupes y sont rassemblés,



notamment ceux, pourtant rivaux, de H.T.S et du F.N.L.. La réaction turque pourrait en être en quelque sorte liée, celle-ci craignant sûrement de voir ses proxies lui échapper et H.T.S se renforcer par ce même mouvement.



# RUSSIE

## RUSSIE/SYRIE : REGAIN DE VIOLENCES DANS LA PROVINCE D'IDLIB : REUNION DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

En dépit des annonces répétées depuis des mois de reprise de la région d'Idlib par le régime, la province reste sous domination des groupes rebelles. La région du nord-ouest de la Syrie observe un regain d'activités des groupes, particulièrement Hayat Tahrir Al- Sham (HTC), anciennement Jabhat al – Nusra. Les bombardements russes et des troupes loyalistes se sont largement intensifiés depuis fin avril au nord de la province, ainsi que dans le sud de la région voisine d'Hama.

Depuis le 6 mai, environ 80 combattants ont été tués dans des affrontements entre rebelles et troupes loyalistes. En effet, Moscou et Damas ont mené des raids aériens dans le sud de la province d'Idlib, alors que Téhéran a déployé des effectifs au sol. Aussi, des rebelles ont tenté de lancer une offensive contre la base militaire russe d'Hmeinim, entraînant une riposte aérienne de Moscou. L'*Observatoire Syrien des Droits de l'Homme* a ainsi annoncé le 9 mai la reprise de la localité stratégique de Kalaat al Madik par le régime, situé au nord-ouest de la Syrie. Les bombardements russes contre les positions jihadistes, y compris sur des hôpitaux et des écoles, ont poussé plus de 150 000 civils à l'exode en direction de la Turquie, dont les frontières demeurent fermées en raison de la crainte d'une déstabilisation intérieure.

Lundi, le secrétaire générale de l'ONU Antonio Guterres demandait « *une désescalade urgente* », alors que le 27 avril Vladimir Poutine avait déclaré « *Nous devons continuer à combattre les terroristes qui se sont installés dans cette zone [...] S'ils effectuent des incursions depuis cette dernière, ce qui arrive de temps en temps, ils subiront une riposte de notre part* ». Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni à huis clos et en urgence vendredi 10 mai, à la demande de l'Allemagne, de la Belgique et du Koweït. Malgré les risques aggravés de catastrophe humanitaire et les mises en gardes répétées à l'encontre de la Russie, Moscou s'est opposée à une position commune du Conseil de Sécurité. La province d'Idlib avait pourtant fait l'objet d'un plan de désescalade, à la suite d'un accord turco-russe. L'objectif de l'accord était d'éviter le recours à une offensive de Damas contre le dernier bastion rebelle. Ce plan, qui devait répondre à un impératif humanitaire, consistait en la création d'une zone tampon le long de la ligne de contact s'étendant de 15 à 20 km entre les zones rebelles et les zones gouvernementales. Le plan prévoyait un retrait de toutes les armes lourdes de la zone de démilitarisation au 10 octobre 2018, ainsi que le départ des jihadistes de la zone.



## L'UKRAINE RECLAME LA LIBERATION URGENTE DE SES MARINS

Vendredi 10 mai, l'Ukraine a réclamé devant le Tribunal du droit de la mer la libération « urgente » de ses 24 marins détenus en Russie depuis près de 6 mois. Cette sommation intervient après que l'ancien président Petro Porochenko a saisi ce même tribunal mi-avril pour exiger le retour immédiat des trois bâtiments de guerre de sa marine. Basé à Hambourg, le tribunal doit rendre son jugement le 25 mai prochain.

La Russie refuse de participer à l'audience, considérant que cette juridiction ne dispose d'aucune compétence pour statuer sur un conflit de nature militaire. Moscou accuse par ailleurs Kiev d'instrumentaliser l'incident pour des motifs de politique intérieure. En Russie, une procédure est en cours pour juger les « actes illégaux » des marins ukrainiens. Des rumeurs ont circulé en mars dernier quant à un potentiel échange des marins contre des ressortissants russes détenus en Ukraine.

L'affaire, qui dure depuis novembre dernier, envenime les relations déjà tendues entre les deux pays. L'Ukraine a d'ores et déjà intenté une procédure judiciaire contre la Russie devant la cour d'arbitrage de La Haye pour garantir son accès aux zones maritimes proches de la Crimée en mer noire, en mer d'Azov et dans le détroit de Kertch, mais aucun jugement n'a encore été rendu.

L'apaisement des relations russo-ukrainiennes constitue l'un des défis majeurs du nouveau président Zelensky, qui s'est dit désireux de « relancer » le processus de paix dans l'est du pays en impliquant la Russie. Selon ses propos, la libération des prisonniers est l'étape initiale de ce processus.



## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère,

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Adrien Sémon, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Naël Madi, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche, Ilan Garcia